

# LE POPULISME MILITAIRE ÉMERGENT EN AFRIQUE FRANCOPHONE

Un document de référence



2025



---

## AUTEURS (CDD–Afrique de

### l’Ouest)

Chioma Iruke

Ahmad Aluko

Raji Olatunji

Valeria Ogide

Peter Yohanna Kazahchiang

---

## AUTEURS (OIDH)

Christino Aké

Yannick Anaky

Yves Akafou

Athéna Yapi

---

## REMERCIEMENTS

Ce document de travail est le fruit de recherches rigoureuses, d’une collaboration réfléchie et de l’engagement commun des équipes du Centre for Democracy and Development (CDD–Afrique de l’Ouest) et de l’Observatoire Ivoirien des Droits de l’Homme (OIDH).

Nous exprimons notre profonde gratitude aux auteurs et analystes principaux dont le travail acharné, la profondeur intellectuelle et l’expertise régionale ont façonné les conclusions et l’approche de ce rapport. Nos remerciements particuliers vont aux chercheurs, évaluateurs et contributeurs de terrain en Afrique de l’Ouest francophone et anglophone qui ont apporté de précieuses analyses, vérifié des récits et soutenu notre analyse comparative entre pays.

Nous sommes particulièrement reconnaissants à l’Institut National Démocratique (NDI) pour son soutien et son partenariat tout au long de ce projet. Leur engagement en faveur du renforcement des institutions démocratiques et de la lutte contre les menaces autoritaires a été essentiel à l’avancement de ce travail.

Nous tenons également à reconnaître celles et ceux qui ont contribué à ce projet sans pouvoir être nommés en raison de la surveillance accrue, de la répression numérique et des menaces décrites dans ces pages. Leur courage et leur engagement pour la vérité, malgré les risques encourus, constituent les fondations silencieuses de ce travail.

Enfin, ce rapport est dédié aux citoyennes et citoyens d’Afrique de l’Ouest qui continuent d’exiger des comptes, de résister à l’autoritarisme et de protéger l’âme de la démocratie, en ligne comme hors ligne. Leur résilience demeure la réponse la plus forte face à la propagande et au populisme.

---



# Table des matières

<b><u>Introduction</u></b>	<b>4</b>
<b><u>Approche méthodologique</u></b>	<b>9</b>
<b><u>Fondements historiques et idéologiques</u></b>	<b>11</b>
<b><u>Continuités et discontinuités des interventions militaires en Afrique de l'Ouest</u></b>	<b>20</b>
<b><u>La crise de la démocratie libérale et la souveraineté militarisée</u></b>	<b>23</b>
<b><u>Répression de la liberté de la presse et normalisation des récits autoritaires</u></b>	<b>25</b>
<b><u>Conclusion</u></b>	<b>32</b>
<b><u>À propos du CDD-Afrique de l'Ouest</u></b>	<b>34</b>
<b><u>À propos d'OIDH</u></b>	<b>35</b>



## Introduction

Ces dernières années, l'Afrique a été témoin d'une résurgence troublante des régimes militaires, souvent présentés comme des interventions nécessaires pour sauver les nations de la corruption, de l'insécurité et de l'influence néocoloniale perçue. Dans presque tous les pays qui en ont fait l'expérience récemment, les prises de pouvoir militaires sont de plus en plus célébrées par des sections de la population, largement amplifiées par les médias sociaux et la rhétorique panafricaniste. Ces récits présentent les militaires putschistes comme des défenseurs héroïques de la souveraineté nationale et des intérêts africains. Cependant, derrière cette rhétorique croissante se cache une érosion plus profonde des structures démocratiques, des droits de l'homme et de la liberté de la presse.

Entre 2020 et 2023, l'Afrique a connu une résurgence frappante des coups d'État militaires, sept pays - le Mali, la Guinée, le Burkina Faso, le Tchad, le Soudan, le Niger et le Gabon - ayant fait l'objet d'une prise de pouvoir militaire réussie. Dans la région du Sahel en particulier, ces événements se sont déroulés dans un contexte d'insécurité persistante, de fragilité des États et de menace croissante des insurrections djihadistes. Loin d'être des incidents isolés, les coups d'État signalent une crise plus large dans la formation des États postcoloniaux, où les institutions démocratiques formelles n'ont pas réussi à assurer la légitimité, à fournir des biens publics ou à répondre efficacement à l'escalade de la violence et à la détresse économique.<sup>1</sup>

---

<sup>[1]</sup> Jonathan Powell and Clayton Thyne, "Global Instances of Coups from 1950 to 2010 : A New Dataset," *Journal of Peace Research* 48, no. 2 (2011): 249-59.



L'architecture démocratique régionale de l'Afrique de l'Ouest, souvent célébrée dans les forums multilatéraux, s'est révélée illusoire pour de nombreux citoyens qui se sentent exclus de la vie politique et économique.<sup>2</sup> Traditionnellement, les coups d'État militaires en Afrique sont souvent considérés comme symptomatiques de vides de légitimité plus profonds.<sup>3</sup>

À la suite des récents coups d'État sur le continent, les trajectoires post-coup d'État ont divergé de manière significative. Au Gabon et au Tchad, les élections transitoires ont été utilisées pour conférer un semblant de légitimité constitutionnelle, les putschistes respectifs l'emportant. Au Soudan, le pays a sombré dans une guerre civile brutale, les différentes composantes de l'armée s'affrontant pour prendre le contrôle du pays. Au Mali, au Burkina Faso et au Niger, une expérience politique distincte est en cours. Plutôt que de rechercher une validation électorale immédiate ou de restituer le pouvoir à des civils élus, les chefs militaires ont consolidé le pouvoir en tenant un discours de rupture anti-impériale, d'urgence sécuritaire et de renaissance nationale. Ils ont formé une confédération appelée l'Alliance des États du Sahel (AES), réorienté la politique étrangère en s'éloignant des partenaires traditionnels tels que la France, et mis en œuvre des récits expansifs de souveraineté, de résistance et de régénération<sup>4</sup>, y compris la mise au rebut de la commission électorale et la prolongation du mandat des juntes militaires pour un mandat illimité de cinq ans sans recours à l'élection.

---

<sup>[2]</sup> Michael Bratton and Nicolas van de Walle, *Democratic Experiments in Africa: Regime Transitions in Comparative Perspective* (Cambridge: Cambridge University Press, 1997), 85-120

<sup>[3]</sup> Leonardo A. Villalón, "Political Legitimacy in the Sahel: Crisis, Repression, and the Breakdown of Order," *African Affairs* 122, no. 486 (2023): 1-22.

<sup>[4]</sup> Rahmane Idrissa, "Mali, the Sahel and the Crisis of Liberal Interventionism," *Journal of Modern African Studies* 60, no. 2 (2022): 185-205.



Ces régimes se présentent non seulement comme des autorités de transition, mais aussi comme des avant-gardes révolutionnaires, engagées dans des batailles existentielles pour reconquérir la dignité nationale et reconstituer l'État.<sup>5</sup> Cette forme de consolidation du régime mêle contrôle autoritaire et appel à l'identification populaire, contournant les normes libérales tout en invoquant l'autorité morale de l'émancipation postcoloniale. Il en résulte une nouvelle formation idéologique, qui cherche à court terme à remplacer la performance du rituel électoral par ce qu'elle présente comme une souveraineté authentique fondée sur le sacrifice et la lutte.

En ce sens, nous définissons le populisme militaire comme une stratégie de légitimation dans laquelle les dirigeants militaires prétendent incarner la volonté populaire des citoyens désillusionnés tout en se positionnant contre des élites politiques discréditées, des acteurs étrangers et des institutions libérales-démocratiques. Ce document de référence s'appuie sur une littérature multidisciplinaire plus large qui examine le populisme non seulement comme un style de politique mais aussi comme une "logique d'articulation" qui divise la société en camps antagonistes : le *peuple pur* contre l'*élite corrompue*.<sup>6</sup> Au Sahel, ce clivage du populisme est encore élargi pour inclure les puissances néocoloniales - principalement la France - en tant qu'ennemis extérieurs responsables de la souffrance intérieure. Le populisme militaire devient ainsi un outil hybride qui fusionne les revendications populistes d'authenticité, les appels nationalistes à la souveraineté et les images militarisées de protection et d'ordre.<sup>7</sup>

---

<sup>[5]</sup> Ousmane Sagara, "Le populisme militaire et la quête de souveraineté au Mali," *Politique Africaine* 166, no. 2 (2022): 87-108

<sup>[6]</sup> Ernesto Laclau, *On Populist Reason* (London: Verso, 2005), 39-47

<sup>[7]</sup> Ruth First, *The Barrel of a Gun: Political Power in Africa and the Coup d'État* (London: Penguin, 1970), 223-40.



Au cours des 8 prochains mois, notre équipe de recherche du CDD Afrique de l'Ouest et de l'OIDH en Côte d'Ivoire produira une série de rapports bimestriels et de déclarations pour explorer, avec des preuves provenant de l'Afrique de l'Ouest francophone et anglophone, les tactiques et les approches pour promouvoir le populisme militaire sur les médias sociaux. Cette recherche portera notamment sur la manière dont le populisme militaire évolue pour rester pertinent, en adaptant les nouvelles technologies, en interagissant avec des acteurs étrangers ou en étant soutenu par eux, en tentant de manipuler des événements dans la région, tels que les élections, et en ciblant des publics nationaux et étrangers. Il identifiera et analysera les types de récits promus et leurs objectifs apparents ou cachés, ainsi que leur origine, lorsqu'il est possible de la discerner.

Ce projet vise à élaborer des recommandations ciblées et fondées sur des données probantes sur la manière de lutter contre la propagande autoritaire. Il peut s'agir d'identifier et de signaler aux plateformes de médias sociaux les cas évidents de comportement inauthentique qui violent leurs conditions de service ; d'indiquer aux journalistes et à la société civile les domaines sur lesquels ils doivent concentrer leurs efforts pour identifier les informations manipulées ; de promouvoir des histoires positives et des récits de tolérance et de démocratie ; et de fournir aux décideurs gouvernementaux des informations claires sur la nature de la menace qui pèse sur l'espace d'information afin qu'ils puissent prendre des décisions en connaissance de cause.

Dans la série de rapports à venir, nous étudierons et mettrons en évidence la convergence croissante entre le populisme et ce



que Steven Feldstein appelle l'autoritarisme numérique.<sup>8</sup> Nous nous intéressons particulièrement à la manière dont les populistes militaires ont exploité les plateformes de médias sociaux pour amplifier leurs récits, mobiliser le soutien du public et délégitimer davantage les voix de l'opposition. L'utilisation d'images patriotiques, de slogans anti-occidentaux et de vidéos à forte charge émotionnelle, souvent produites ou amplifiées par des influenceurs en ligne, crée un espace d'information parallèle où la légitimité de l'État ne découle plus des élections, mais d'une authenticité perçue et d'une résistance performative.<sup>9</sup> Nous nous intéressons non pas au caractère aléatoire de ces campagnes d'information, mais aux acteurs (nationaux et étrangers) qui assurent leur bonne coordination.

Notre équipe de recherche utilise une approche multidisciplinaire pour examiner la structure, la diffusion et l'impact des récits populistes militaires en Afrique de l'Ouest francophone, avec une référence comparative à d'autres sous-régions. L'étude est guidée par les questions suivantes :

1. Quels sont les thèmes idéologiques et les récits déployés par les régimes militaires pour légitimer leur pouvoir ?
2. Comment les plateformes de médias numériques sont-elles utilisées pour diffuser ces récits et construire un soutien populaire ?
3. Quel est le rôle des acteurs étrangers - étatiques et non étatiques - dans l'amplification ou la facilitation de ces efforts de propagande ?
4. Comment les régimes militaires utilisent-ils les événements politiques (élections, sommets diplomatiques, manifestations publiques) comme autant d'occasions de renforcer leur légitimité ?

---

<sup>[8]</sup> Steven Feldstein, *The Rise of Digital Repression: How Technology Is Reshaping Power, Politics, and Resistance* (Oxford: Oxford University Press, 2021), 98-132.

<sup>[9]</sup> Iginio Gagliardone et al., *Countering Online Propaganda and Extremism: The Dark Side of Digital Diplomacy* (Oxford: Oxford University Press, 2022), 45-71.

## Approche méthodologique

Pour répondre aux questions ci-dessus, notre équipe adopte un modèle de recherche comparatif et transnational combinant l'analyse qualitative du contenu, l'analyse du discours et la surveillance des médias sociaux. Cette approche comprend quatre méthodes clés de collecte de données : Premièrement, nous échantillons et analysons systématiquement les discours publics, le contenu des médias sociaux et les communiqués officiels. Deuxièmement, nous suivons les mesures d'engagement en ligne (hashtags, partages, viralité des vidéos) sur les plateformes de médias sociaux telles que Facebook, TikTok, X (anciennement Twitter), WhatsApp et Telegram. En analysant le contenu des médias, cette étude adopte le cadre ABCD - Acteur, Comportement, Contenu, Degré - pour suivre et évaluer les campagnes de propagande identifiées. Dans ce cadre, l'acteur (A) désigne la source ou l'entité impliquée dans la création, la diffusion ou l'amplification du contenu. Le comportement (B) évalue la manière dont le contenu est promu ou diffusé, en se concentrant sur les modèles d'amplification, les structures de réseau et les tactiques ou techniques employées pour accroître la visibilité ou l'influence. Le contenu (C) implique une analyse thématique et discursive détaillée de ce qui est communiqué, y compris le message, les éléments visuels, les trames narratives, le langage et le ton, tout en évaluant si le contenu est factuel, manipulé, satirique, émotif ou trompeur. Enfin, le degré (D) évalue la mesure dans laquelle le contenu influence son environnement en mesurant la portée, les niveaux d'engagement et le potentiel de nuisance sociale ou politique. Ce cadre permet une évaluation structurée et comparative de la manière dont les récits médiatiques stratégiques fonctionnent sur les plateformes numériques.



Troisièmement, nous déployons des entretiens qualitatifs semi-structurés avec des experts régionaux, des journalistes, des défenseurs des droits numériques et des acteurs de la société civile. Enfin, nous examinons les archives des développements électoraux et politiques depuis le coup d'État dans chacun des pays sélectionnés dans le cadre de cette étude. En documentant la montée du populisme militaire, ce document ne contribue pas seulement à la littérature émergente sur l'adaptation autoritaire et la politique numérique en Afrique, il offre également des perspectives opportunes pour les décideurs politiques, la société civile et les organisations internationales qui cherchent à répondre à l'évolution du paysage politique de la région.

Ce document de référence donne le ton de ce projet en examinant conceptuellement les fondements historiques et idéologiques du populisme militaire en Afrique, en retraçant l'héritage du militarisme colonial, la tendance aux coups d'État après l'indépendance et l'image durable de l'armée en tant que sauveur de la nation. Deuxièmement, l'article décrit l'architecture discursive du populisme militaire, en se concentrant sur les thèmes de la rédemption nationale, de la résistance anti-occidentale et de la militarisation de la souveraineté. Troisièmement, il explore les tactiques et les technologies de la propagande à l'ère numérique, en analysant la manière dont les plateformes de médias sociaux sont utilisées pour renforcer le pouvoir, façonner les opinions nationales et internationales, et construire des chambres d'écho transnationales avec le soutien de l'étranger. Quatrièmement, il évalue les menaces que ce phénomène fait peser sur l'espace régional de l'information, notamment les risques pour les transitions démocratiques, le rétrécissement de l'espace civique et la normalisation des récits autoritaires.

## Fondements historiques et idéologiques

Le concept de militarisme est issu du mot latin *militaris*, qui signifie "relatif aux soldats", et est entré dans la langue anglaise par le biais du français *militarisme* au 19<sup>e</sup> siècle. Il désigne de manière générale une orientation politique et idéologique qui met l'accent sur la centralité des valeurs, des institutions et des acteurs militaires dans l'organisation de l'État et de la société. Le dictionnaire anglais Oxford définit le militarisme comme "la croyance ou le désir d'un gouvernement ou d'un peuple qu'un pays doit maintenir une forte capacité militaire et être prêt à l'utiliser de manière agressive pour défendre ou promouvoir les intérêts nationaux". En sciences politiques, le militarisme implique également la pénétration de la logique, de la discipline, de la hiérarchie et de la force militaires dans les domaines civils, ce qui entraîne souvent la subordination des institutions démocratiques au contrôle militaire.<sup>10</sup>

Dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest francophone, le militarisme doit être compris non seulement comme une croyance doctrinale, mais aussi comme un héritage historique. Le régime colonial français a mis en place des systèmes de gouvernance hautement militarisés dans la région, notamment par la création de systèmes de recrutement militaire tels que les tirailleurs sénégalais, un corps de soldats africains utilisés à la fois pour la guerre coloniale et la répression intérieure.<sup>11</sup> Ces forces étaient essentielles au projet impérial de la France, mais elles ont également servi de terrain d'entraînement pour une génération d'élites militaires africaines coloniales qui allaient plus tard émerger en tant qu'acteurs politiques dans la période post-indépendance.

---

<sup>[10]</sup> Shaw, M. (1991). *Post-Military Society: Militarism, Demilitarization and War at the End of the Twentieth Century*. Temple University Press

<sup>[11]</sup> Echenberg, M. (1991). *Colonial Army in French West Africa*. Ohio University Press



L'appareil militaire colonial a ancré certaines normes idéologiques, notamment la loyauté envers l'autorité centralisée, la méfiance envers le pouvoir civil et l'utilisation de la force comme instrument légitime de gouvernance, qui ont persisté après l'indépendance. L'approche française de la gouvernance en Afrique de l'Ouest a brouillé les lignes de démarcation entre l'autorité militaire et l'autorité civile, ce qui a donné lieu à une conception militarisée de l'État.<sup>12</sup> Après l'indépendance, de nombreux États francophones ont hérité non seulement du personnel mais aussi de l'ADN institutionnel de ces systèmes de sécurité coloniaux. Dans des pays comme le Togo, le Burkina Faso, le Mali et le Niger, où la gouvernance civile s'est rapidement avérée fragile, l'armée en est venue à occuper un rôle démesuré dans la sphère politique, justifiant souvent ses interventions comme des correctifs nécessaires à la corruption, au désordre ou à l'ingérence extérieure.<sup>13</sup> Cette militarisation de l'imaginaire politique, où les forces armées sont considérées non seulement comme des protecteurs mais aussi comme des sauveurs de la nation, est devenue profondément ancrée dans la culture politique de la région. Les sections suivantes de ce document explorent comment cet héritage a évolué à travers des coups d'État répétés et comment le mythe de l'armée comme rédemptrice continue d'influencer les attitudes populaires et les développements politiques dans l'Afrique de l'Ouest francophone d'aujourd'hui.

Le régime colonial français en Afrique de l'Ouest s'est construit sur la base d'une gouvernance militarisée.

---

<sup>[12]</sup> Ginio, R. (2006). *French Colonialism Unmasked: The Vichy Years in French West Africa*. University of Nebraska Press

<sup>[13]</sup> Decalo, S. (1990). *Coups and Army Rule in Africa: Studies in Military Style*. Yale University Press; Bayart, J. F. (1993). *The State in Africa: The Politics of the Belly*. Longman



À partir de la fin du XIXe siècle, l'administration coloniale a intégré la logique militaire dans tous les aspects du pouvoir, traitant les colonies comme des territoires à contrôler par la coercition plutôt que par le consentement. Contrairement au modèle britannique qui cooptait les autorités traditionnelles, les Français ont centralisé le pouvoir sous l'autorité d'officiers et d'administrateurs militaires, fusionnant les fonctions civiles et militaires et établissant un système de contrôle hiérarchique qui a perduré jusqu'à l'État postcolonial.<sup>14</sup> La pierre angulaire de ce système était les tirailleurs sénégalais, des unités d'infanterie africaines formellement établies en 1857 pour projeter la puissance française dans toute l'Afrique de l'Ouest. Ces régiments ont participé aux deux guerres mondiales et à d'autres campagnes coloniales. Bien que célébrés pour leur loyauté et leur service martial, ils ont également subi une discrimination raciale systémique : discipline plus stricte, salaires inférieurs et moins de possibilités de promotion que les soldats français.<sup>15</sup> Au-delà de son rôle militaire immédiat, le système des tirailleurs fonctionne comme un instrument de socialisation. Les recrues suivent un entraînement rigoureux qui leur inculque la discipline, l'obéissance et l'allégeance au commandement français. Ce processus a produit des élites militaires africaines imprégnées de normes militarisées, dont beaucoup ont ensuite assumé des rôles de leadership dans les armées post-indépendance.<sup>16</sup>

L'idéologie assimilationniste française, qui visait à "civiliser" les sujets coloniaux, sous-tendait cette militarisation.

---

<sup>[14]</sup> Alice L. Conklin, *A Mission to Civilize: The Republican Idea of Empire in France and West Africa, 1895-1930* (Stanford University Press, 1997).

<sup>[15]</sup> Michael A. Echenberg, *Colonial Conscripts: The Tirailleurs Sénégalais in French West Africa, 1857-1960* (James Currey/Ohio University Press, 1991).

<sup>[16]</sup> Ruth Ginio, *French Colonialism Unmasked: The Vichy Years in French West Africa* (University of Nebraska Press, 2006).



Les officiers africains ont été incorporés dans ce système par le biais d'écoles militaires et d'une formation d'officier calquée sur la culture militaire française. Si cela a permis de créer un petit cadre de soldats africains d'élite alignés sur les valeurs métropolitaines, cela a également renforcé des schémas plus larges d'exclusion et de contrôle hiérarchique.<sup>17</sup> Dans les nouveaux États francophones d'Afrique de l'Ouest, l'armée est restée l'une des institutions les plus structurées et les plus compétentes. Elle a continué à mettre l'accent sur la hiérarchie, le commandement centralisé et la discipline militarisée, jetant ainsi les bases institutionnelles et idéologiques des interventions militaires ultérieures dans la vie politique.

La première décennie suivant l'indépendance, qui s'étend approximativement des années 1960 au début des années 1970, a été caractérisée en Afrique de l'Ouest francophone par l'érosion constante des institutions politiques civiles et une ascension correspondante des acteurs militaires au sein de l'appareil d'État. De nombreux États postcoloniaux ont hérité non seulement d'infrastructures bureaucratiques fragiles, mais aussi de tensions non résolues entre la construction d'un État moderne et la gouvernance traditionnelle. En l'absence d'institutions fortes et de processus politiques inclusifs, l'armée, souvent l'entité la mieux organisée et la plus disciplinée de l'État, s'est rapidement imposée comme une force politique puissante.<sup>18</sup> Dans des pays comme le Togo, le Bénin, le Niger et le Burkina Faso, l'intervention militaire a été particulièrement prononcée. Le Togo a connu le premier coup d'État post-indépendance de l'Afrique de l'Ouest en 1963, lorsque le président Sylvanus Olympio a été assassiné par des soldats dirigés par Étienne Eyadéma (plus tard connu sous le nom de Gnassingbé Eyadéma), qui allait régner pendant près de quatre décennies.<sup>19</sup>

---

<sup>[17]</sup> Emily Lynn Osborn Schmidt, *Cold War and Decolonization in Guinea, 1946–1958* (Ohio University Press, 2007).

<sup>[18]</sup> Decalo, S. (1990). *Coups and Army Rule in Africa: Studies in Military Style*. Yale University Press.

<sup>[19]</sup> Decalo, S. (1990). *Coups and Army Rule in Africa: Studies in Military Style*. Yale University Press, pp. 45–52



Au Bénin, les militaires ont renversé à plusieurs reprises les gouvernements civils entre 1963 et 1972, pour aboutir à l'instauration d'un régime marxiste-léniniste sous la direction du commandant Mathieu Kérékou. Le Niger et le Burkina Faso (alors Haute-Volta) ont connu une instabilité similaire, avec des coups d'État successifs qui ont justifié les prises de pouvoir militaires comme des réponses nécessaires à la corruption, à la paralysie politique ou à la fragmentation ethnique.<sup>20</sup>

Ces coups d'État post-indépendance n'étaient pas simplement des prises de pouvoir opportunistes ; ils étaient plutôt légitimés par l'identité coloniale héritée de l'armée en tant que gardienne institutionnelle de l'ordre et de la discipline. Les structures militaires coloniales, qui mettent l'accent sur la hiérarchie, la loyauté et le commandement technocratique, ont formé des générations d'officiers africains à se considérer comme plus aptes que les civils élus à assurer la gouvernance. Comme le note Jean François Bayart, de nombreux États africains ont joué la "politique du ventre", où les réseaux informels de patronage et de corruption ont sapé la légitimité de l'État et créé des vides que les militaires ont exploités.<sup>21</sup>

La persistance de la coopération militaire française après l'indépendance a renforcé cette dynamique. Dans le cadre de la doctrine de la Françafrique, la France a maintenu des liens étroits avec ses anciennes colonies par le biais d'accords de défense, de transferts d'armes et de programmes de formation militaire.

---

<sup>[20]</sup> Decalo, S. (1990). *Coups and Army Rule in Africa: Studies in Military Style*. Yale University Press, pp. 88-103.

<sup>[21]</sup> Bayart, J.-F. (1993). *The State in Africa: The Politics of the Belly*. Longman.



Des troupes françaises ont été stationnées dans les capitales africaines et des officiers français ont continué à exercer leur influence au sein des armées locales. Bien que présentés comme une force stabilisatrice, ces accords ont permis, et parfois même facilité, des régimes militaires alignés sur les intérêts géopolitiques français, souvent au détriment du développement démocratique.<sup>22</sup>

L'héritage de la domination militaire en Afrique de l'Ouest francophone ne peut être compris sans tenir compte du double héritage du militarisme colonial et de la fragilité politique postcoloniale. Les militaires, socialisés pour agir à la fois comme protecteurs et gestionnaires de l'État, ont à maintes reprises assumé des rôles de gouvernance, souvent avec le soutien populaire ou dans l'indifférence des citoyens désillusionnés par la faiblesse des régimes civils.

Dans l'Afrique de l'Ouest francophone post-indépendance, les régimes militaires ont constamment invoqué le mythe des forces armées comme sauveur ultime de la nation, intervenant dans les moments de crise politique aiguë pour sauver l'État de la décadence. Ce mythe s'est avéré remarquablement durable, enraciné dans l'héritage colonial qui positionnait l'armée comme une force disciplinée et modernisatrice, distincte de l'inefficacité perçue des élites civiles. Dans le discours politique contemporain, ce récit refait surface lors de chaque intervention militaire, souvent présentée comme une réponse à l'insécurité, à la corruption ou à l'effondrement de l'État. Les récents coups d'État au Mali, au Burkina Faso et au Niger ont déployé des justifications similaires ( ), présentant l'armée comme la seule institution viable capable de sauver la souveraineté nationale et de restaurer la dignité de l'État.<sup>23</sup>

---

<sup>[22]</sup> Verschave, F.-X. (2000). *La Françafrique: Le plus long scandale de la République*. Stock.

<sup>[23]</sup> Niang, A. (2023). Militarized Nationalism and the Crisis of Democracy in the Sahel. *African Affairs*, 122(488), 25–47.



La distinction morale que les chefs militaires établissent entre eux et les politiciens élus est au cœur de ce mythe. Alors que les civils sont dépeints comme corrompus, ineptes ou redevables d'intérêts étrangers, les dirigeants militaires se présentent comme des acteurs patriotiques et pleins d'abnégation agissant dans l'intérêt supérieur du peuple. Lors du coup d'État de 2023 au Niger, par exemple, le général Abdourahamane Tchiani a justifié le renversement du président Mohamed Bazoum comme une intervention nécessaire pour empêcher "la disparition progressive et inévitable" du pays.<sup>24</sup> De même, au Burkina Faso, la junte militaire qui a émergé en 2022 a affirmé que ses actions étaient imposées par l'incapacité du gouvernement civil à répondre efficacement à la violence djihadiste, arguant que le régime militaire était essentiel pour sauver la république.<sup>25</sup> Ces appels au devoir, au sacrifice et à la survie nationale renforcent la perception de l'armée comme une force neutre au-dessus de la mêlée de la politique civile. Ce qui distingue la vague actuelle de prises de pouvoir par les militaires, c'est la façon dont ce récit du sauveur s'inscrit de plus en plus dans une rhétorique anti-impérialiste et populiste. Les coups d'État au Mali, au Burkina Faso et au Niger ont tous été accompagnés de dénonciations virulentes du rôle de la France dans la région et de l'influence occidentale au sens large. Les chefs militaires ont non seulement expulsé les troupes et les conseillers français, mais ils ont également cultivé de nouveaux alignements géopolitiques, en particulier avec la Russie. Ce pivot stratégique a été présenté comme une réaffirmation de la souveraineté nationale et un rejet de la dépendance néocoloniale.<sup>26</sup> Dans les rues de Ouagadougou et de Bamako, des manifestants ont brandi des drapeaux russes et

---

<sup>[24]</sup> Thurston, A. (2022). The Political Lives of Sahelian Coups. *Carnegie Endowment for International Peace*.  
<https://carnegieendowment.org/2022/09/01/political-lives-of-sahelian-coups-pub-87864>

<sup>[25]</sup> Decalo, S. (1990). *Coups and Army Rule in Africa: Studies in Military Style*. Yale University Press, pp. 95–102.

<sup>[26]</sup> Bojang Jr, S. (2023). "Coups in Mali, Niger and Burkina Faso: Less Geopolitics, More Personal." *The Africa Report*.  
<https://www.theafricareport.com/352802>



scandé des slogans en faveur du président russe Vladimir Poutine, assimilant le régime militaire à une nouvelle forme de libération. Ces régimes fusionnent ainsi consolidation autoritaire et performance populiste, se présentant comme les champions d'une renaissance anticoloniale attendue depuis longtemps.<sup>27</sup>

Ce mélange de militarisme, de nationalisme et de populisme crée un cocktail idéologique puissant. Il permet non seulement de légitimer la prise de pouvoir, mais aussi de présenter le régime autoritaire comme l'accomplissement de la volonté populaire. Ce faisant, ces régimes exploitent la profonde désillusion de l'opinion publique face aux échecs de la démocratie, en particulier dans les contextes où les élections n'ont produit ni stabilité ni développement. Comme l'observe Niang, cette forme de populisme militaire exploite à la fois la mémoire historique et la résonance émotionnelle, en élaborant une vision de la gouvernance qui est militarisée, anti-élite et post-libérale. Plutôt que de promettre la démocratie, ces régimes offrent l'authenticité, la résistance et la souveraineté, une redéfinition dangereuse de la légitimité politique dans la région.<sup>28</sup>

Dans ce contexte, le militarisme en Afrique de l'Ouest francophone n'est pas simplement un héritage des coups d'État passés, mais une logique politique profondément ancrée dans la gouvernance coloniale et renforcée par des décennies de fragilité institutionnelle. La perception persistante de l'armée comme sauveur moral et national a permis aux forces armées de justifier de manière récurrente des interventions, dans un contexte de crise de légitimité et d'insécurité.

---

<sup>[27]</sup> Afriques en Lutte. (2023). West African Coups: Just Changing Masters? <https://www.afriquesenlutte.org>

<sup>[28]</sup> Niang, A. (2023). Militarized Nationalism and the Crisis of Democracy in the Sahel. *African Affairs*, 122(488), 25–47.



Comme le montrent les événements récents au Mali, au Burkina Faso et au Niger, cette logique continue de façonner les trajectoires politiques, souvent au détriment de la consolidation démocratique. Pour relever ce défi, il ne suffit pas de s'opposer aux coups d'État, il faut déployer des efforts soutenus pour reconstruire les institutions civiles , renforcer les normes démocratiques et restaurer la confiance du public dans les formes non militaires de gouvernance.



## Continuités et discontinuités des interventions militaires en Afrique de l'Ouest

La tendance au populisme militaire n'est pas nouvelle en Afrique. Cette tendance et cette idéologie remontent aux années 1960/70, dans des pays tels que la Haute-Volta (aujourd'hui Burkina Faso), le Ghana, le Nigeria, la Sierra Leone, le Togo, le Congo-Kinshasa et le Dahomey (Bénin). Ces coups d'État résultent souvent d'un mélange de factions ethniques, de pénuries économiques et de luttes pour le pouvoir, plutôt que de conflits de classe clairs.

Le populisme militaire des années 1990 et 2020 est resté largement le même et se caractérise par les mêmes pratiques de coups d'État et le soutien croissant de la population au régime militaire. Par exemple, au Mali, le coup d'État mené par le colonel Assimi Goita en août 2020 a justifié son renversement par la montée de l'insécurité, de la corruption et de la résistance au néocolonialisme (anti-français). Cette justification est similaire à celle des putschistes du Burkina Faso et du Niger. D'autres exemples incluent les coups d'État de 2021 en Guinée et de 2023 au Gabon, qui ont été justifiés par des fraudes électorales et des manipulations constitutionnelles. Dans tous ces pays, les dirigeants militaires ont cessé de céder le pouvoir, ce qui indique une tendance similaire à celle des années 1960/70.

Le fondement idéologique du populisme militaire repose sur le fait que les chefs militaires adoptent des stratégies populistes, se présentant comme les véritables représentants de la volonté du peuple et se positionnant souvent comme des sauveurs face à des gouvernements civils corrompus et/ou inefficaces.



Cette tendance gagne (à nouveau) du terrain, en particulier dans certaines régions d'Afrique, en raison de l'incapacité croissante des gouvernements civils à assurer une bonne gouvernance et le développement des citoyens. Cette tendance croissante des chefs militaires à s'emparer du pouvoir et à se présenter comme les champions du peuple, en réponse au mécontentement généralisé à l'égard des gouvernements démocratiques, a refait surface dans les années 2020 et reste particulièrement importante en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

Historiquement, les chefs militaires ont toujours défendu l'idée de l'unité africaine, de l'autodétermination et de la résistance à la domination extérieure. Dans leur volonté de populariser leur prise de pouvoir militaire illégitime, les dirigeants militaires populistes ont souvent invoqué la rhétorique panafricaine pour légitimer leur pouvoir et faire appel aux aspirations populaires à la solidarité continentale.

Cela est évident dans le style de dirigeants comme Thomas Sankara du Burkina Faso et Jerry Rawlings du Ghana. Pendant leur règne, ils se sont présentés comme les champions des idéaux panafricains, prônant l'unité africaine, l'indépendance économique et la résistance collective à l'influence et à l'exploitation étrangères. Ce même schéma se retrouve chez les dirigeants actuels, comme Ibrahim Traore du Burkina Faso, dont les sympathisants se réfèrent fréquemment au panafricanisme pour justifier leurs actions, présentant l'intervention militaire comme un moyen de protéger la souveraineté nationale et continentale contre les menaces internes et externes.

L'idéologie du populisme militaire repose également sur des



principes anti-impérialistes, présentant les chefs militaires comme des défenseurs de la souveraineté nationale et des "héros" contre les puissances coloniales qui ne cessent d'étendre leurs pratiques néocoloniales.

Comme il existe des lacunes telles que la dépendance économique continue, les interventions militaires et politiques de ces (anciens) dirigeants coloniaux, ces sympathisants et dirigeants militaires comblent ces lacunes pour répondre à la frustration du peuple.

Par exemple, les coups d'État en Afrique s'accompagnent de forts sentiments anti-impérialistes, en particulier contre la France dans le cas du Niger et du Burkina Faso. En fait, les chefs militaires accusent ces puissances françaises et occidentales de soutenir directement les pratiques de corruption, de déstabiliser la gouvernance locale et d'alimenter le sous-développement dans toute l'Afrique. Par conséquent, leur détermination à prendre le pouvoir vise à mettre fin à toutes ces pratiques abominables, selon leur logique.

Par conséquent, la vague émergente et croissante de populisme militaire a des antécédents historiques et est profondément enracinée dans les discours panafricains, anti-impérialistes et anti-néocoloniaux, façonnant à la fois la justification des interventions militaires et la lutte plus large pour la souveraineté et l'autodétermination sur le continent.



## La crise de la démocratie libérale et la souveraineté militarisée

Le régime militaire gagne en importance dans toute l'Afrique et les chefs militaires mettent tout en œuvre pour légitimer leur illégitimité. Le capitaine Ibrahim Traore du Burkina Faso a annoncé une transition militaire et reporté les élections. Le colonel Mamady Doumbouya de Guinée a également promis une transition, tout cela dans le but de légitimer leur prise de pouvoir. Chacune de leurs actions vise à les présenter comme les principaux garants de l'autorité de l'État et de l'intégrité nationale.

Au centre de cette souveraineté militarisée se trouve la crise de la démocratie libérale, dans laquelle les gouvernements démocratiques libéraux ont eu du mal à fournir les dividendes de la démocratie et à répondre aux griefs croissants de la population. En d'autres termes, l'incapacité de la démocratie libérale à garantir la sécurité des personnes et des biens et à assurer le bien-être de la population a conduit les militaires à se poser en sauveurs. C'est dans cette mesure que les gens considèrent et acceptent les hommes en uniforme comme des sauveurs. Par conséquent, des questions telles que l'insécurité, la corruption et la prestation de services ont créé un terrain fertile pour les interventions militaires, et lorsque les militaires organisent leurs campagnes et se justifient sur ces questions, ils gagnent l'acceptation de la population. Cette acceptation conduit à une popularité croissante.

Ainsi, la démocratie libérale s'articule autour de la suprématie de la constitution, de l'État de droit, des élections périodiques, de la séparation des pouvoirs et de la protection des droits de



l'homme, ce qui annule le principe de la souveraineté militarisée. À l'inverse, la souveraineté militarisée est axée sur la force militaire, l'imposition de l'ordre et la défense de la souveraineté de la nation. Par conséquent, même si elle s'y oppose, la souveraineté militarisée est présentée comme une réaction à l'incapacité de la démocratie libérale à répondre aux attentes fondamentales en matière de gouvernance dans de nombreux États fragiles d'Afrique.



## Répression de la liberté de la presse et normalisation des récits autoritaires

L'une des conséquences les plus immédiates et les plus dangereuses des régimes militaires est la restriction de la liberté de la presse. Les médias, chargés de dire "la vérité au pouvoir", de demander des comptes aux dirigeants et d'amplifier les voix des citoyens, deviennent une cible privilégiée dans la consolidation des régimes autoritaires. Au Mali, par exemple, le gouvernement militaire de transition a suspendu *Radio France Internationale* (RFI) et *France 24* en 2022, après qu'elles aient fait état d'abus présumés commis par l'armée malienne ( ) et des mercenaires étrangers.<sup>29</sup>

L'interdiction n'a pas seulement porté un coup à l'information internationale, elle a également envoyé un message glaçant aux journalistes locaux, dont beaucoup travaillent désormais sous la menace de la surveillance, du harcèlement ou de l'arrestation. Cet environnement favorise l'autocensure et sape le rôle des médias dans la promotion de la transparence.

Si la répression des médias sous la junte militaire s'est surtout concentrée sur les activités des médias traditionnels, les médias sociaux ont également été victimes de la censure ces derniers temps. En tant que plateforme utilisée pour l'engagement civique et la protestation à l'ère numérique, les médias sociaux font également l'objet de restrictions de la part des gouvernements dirigés par l'armée. Ces restrictions consistent souvent à restreindre l'accès à l'internet ou à surveiller les activités en ligne afin de faire taire les dissidents. Au Burkina Faso, après le coup d'État militaire de janvier 2022,

---

<sup>29</sup> Public Media Alliance (2022). Mali: Suspension of France 24 and RFI must be revoked <https://www.publicmediaalliance.org/mali-suspension-of-france-24-and-rfi-must-be-revoked/>



les coupures d'Internet sont devenues plus fréquentes, en particulier pendant les périodes de troubles ou de manifestations publiques.<sup>30</sup> Cette coupure intentionnelle de l'information limite la capacité des citoyens à s'organiser, à signaler les abus ou à exprimer leur mécontentement, ce qui a pour effet de museler le discours démocratique.

Les régimes militaires d'Afrique de l'Ouest francophone ont de plus en plus souvent retardé ou faussé les processus électoraux sous prétexte de restaurer la sécurité nationale, de mettre en œuvre des réformes institutionnelles ou de réclamer la souveraineté nationale. Au Mali, la junte dirigée par le colonel Assimi Goïta a reporté les élections initialement prévues en février 2022, puis en 2023, en invoquant des problèmes techniques et de sécurité.<sup>31</sup> Au Burkina Faso, après le coup d'État de 2022 du capitaine Ibrahim Traoré, la junte a prolongé la période de transition de cinq années supplémentaires en 2024, à la suite d'un processus de consultation nationale qui, selon les critiques, n'a pas permis une large représentation.<sup>32</sup> En juillet 2025, la junte a supprimé la commission électorale du pays pour des raisons d'économie et de contrôle souverain. Les justifications des reports d'élections, bien que souvent formulées dans le langage du renouveau national, servent à enraciner le régime militaire et à retarder la responsabilité démocratique.

Au-delà des reports d'élections, les régimes militaires ont activement manipulé les cadres juridiques pour garder le contrôle.

---

<sup>[30]</sup> Access Now. (2022). Burkina Faso must immediately end its internet shutdown, not extend it. <https://www.accessnow.org/press-release/burkina-faso-internet-shutdown/>

<sup>[31]</sup> International Crisis Group. (2023). *Mali: Avoiding a Dead-End in the Transition*. Africa Report No. 307.

<sup>[32]</sup> Reuters. (2024, May 25). Burkina Faso extends junta rule by five years. <https://www.reuters.com/world/africa/burkina-faso-extends-junta-rule-by-five-years-2024-05-25/>



Au Mali et en Guinée, les constitutions ont été suspendues et remplacées par des chartes transitoires qui ont élargi le pouvoir exécutif et affaibli les mécanismes de contrôle.<sup>33</sup> Dans plusieurs cas, de nouvelles commissions électorales ont été créées dans le cadre des accords de transition, souvent composées de personnes nommées par les dirigeants militaires. Ces commissions manquent d'indépendance et de transparence, ce qui mine encore plus la confiance du public dans les futures élections. Dans certains cas, les dirigeants de la transition laissent entendre qu'ils se présenteront eux-mêmes aux élections une fois le régime civil rétabli, brouillant ainsi la frontière entre la gestion intérimaire et l'autolégitimation par le biais de processus démocratiques truqués.<sup>34</sup> Cette dynamique érode la confiance des citoyens dans les élections en tant que mécanismes fiables et pacifiques pour la succession des dirigeants.

Les implications sont considérables. La CEDEAO, autrefois considérée - surtout depuis l'adoption de son traité révisé de 1993 - comme un acteur normatif fort pour la gouvernance démocratique dans la région de l'Afrique de l'Ouest, peine aujourd'hui à faire respecter des calendriers crédibles pour les transitions.<sup>35</sup> Son incapacité à dissuader les coups d'État répétés ou à inverser les changements anticonstitutionnels a affaibli sa légitimité et son influence. Le succès apparent des juntes dans la consolidation du pouvoir sans réaction internationale ou régionale significative risque de normaliser les interventions militaires dans la région. Cela contribue à son tour à une crise plus large de la légitimité démocratique, en particulier dans des contextes où les institutions électorales étaient déjà fragiles.

---

<sup>[33]</sup> IDEA. (2023). Annual Review of Constitutional and Electoral Changes in Africa. International Institute for Democracy and Electoral Assistance.

<sup>[34]</sup> Al Jazeera. (2022, March 7). Guinea junta head says he may run for president after transition. <https://www.aljazeera.com/news/2022/3/7/guinea-junta-leader-says-he-may-run-for-president>

<sup>[35]</sup> Darracq, V. (2023). "ECOWAS and the Limits of Regional Diplomacy in West Africa's Military Transitions." *African Affairs*, 122(488), 73-94.



Les régimes militaires de l'Afrique de l'Ouest francophone ont toujours ciblé les acteurs de la société civile dans le cadre de stratégies plus larges visant à consolider le pouvoir et à faire taire les dissidents. Au lendemain du coup d'État de juillet 2023 au Niger, la junte a suspendu les activités de plusieurs organisations importantes de la société civile, imposé des restrictions sur les rassemblements publics et publié des décrets vagues criminalisant les "discours subversifs".<sup>36</sup> Au Burkina Faso, le gouvernement du capitaine Ibrahim Traoré a également pris des mesures sévères à l'encontre des acteurs de la société civile, en détenant des activistes critiques du processus de transition et en interdisant les manifestations considérées comme des "menaces à l'ordre public".<sup>37</sup> Ces actions ne restreignent pas seulement la liberté d'association et d'expression, mais perturbent également la capacité des citoyens à s'organiser, à demander des comptes ou à influencer la gouvernance en dehors des structures officielles de l'État.

Le journalisme indépendant est également de plus en plus menacé. Les autorités militaires de la région ont eu recours à un mélange de censure, d'intimidation et de harcèlement juridique pour réduire la presse au silence. Au Mali, les autorités ont suspendu les licences de diffusion de *Radio France Internationale* (RFI) et de *France 24* en 2022, les accusant de diffuser de "fausses informations" et de saper le moral national.<sup>38</sup> Au Burkina Faso et en Guinée, les journalistes ont fait l'objet d'arrestations arbitraires, de menaces de la part des forces de sécurité et de fréquentes interruptions d'Internet visant à supprimer la circulation de l'information.<sup>39</sup>

---

<sup>[36]</sup> Human Rights Watch. (2023, August 10). Niger: Junta Cracks Down on Civil Society."

<https://www.hrw.org/news/2023/08/10/niger-junta-cracks-down-civil-society>.

<sup>[37]</sup> Amnesty International. (2024). *Burkina Faso: Civic Space Shrinking under Military Rule*.

<https://www.amnesty.org/en/latest/research/2024/04/burkina-faso-civic-space/>

<sup>[38]</sup> Reporters Without Borders (RSF). (2022, March 17). "Mali suspends RFI and France 24." <https://rsf.org/en/news/mali-suspends-rfi-and-france-24>

<sup>[39]</sup> Committee to Protect Journalists. (2023). "Guinea, Burkina Faso: Journalists Face Threats Amid Military Crackdowns." <https://cpj.org>



Dans certains cas, les régimes militaires ont remplacé les médias indépendants par des organes contrôlés par l'État qui promeuvent les récits du régime et discréditent les acteurs de l'opposition. Ces tactiques reflètent des modèles plus larges de résilience autoritaire, où le contrôle de l'information est aussi essentiel à la survie du régime que le contrôle du territoire.

Au-delà de la répression ouverte, les gouvernements dirigés par des militaires déploient de plus en plus d'outils juridiques et rhétoriques pour délégitimer la société civile et le journalisme indépendant. Les organisations non gouvernementales (ONG) qui reçoivent des fonds étrangers ou qui prônent des réformes démocratiques sont souvent qualifiées d'"agents d'ingérence étrangère" ou de collaborateurs d'ennemis extérieurs.<sup>40</sup> Ce cadre nationaliste permet aux régimes de justifier les restrictions sous le couvert de la défense de la souveraineté, tout en érodant la crédibilité des institutions mêmes chargées de leur demander des comptes ( ). Ces tendances réduisent considérablement l'espace civique, limitent le pluralisme politique et réduisent l'accès du public à des sources d'information indépendantes, qui sont toutes essentielles à la vie démocratique.

Les régimes militaires de l'Afrique de l'Ouest francophone s'appuient de plus en plus sur des stratégies discursives qui présentent l'autoritarisme comme une réponse patriotique et moralement nécessaire aux crises nationales. Dans leurs différents récits, les dirigeants militaires sont présentés comme des défenseurs de la souveraineté, des protecteurs du peuple et des correcteurs de l'échec civil. L'image cultivée est celle de soldats apolitiques et respectueux des principes, intervenant à contrecœur mais héroïquement pour sauver la nation de

---

<sup>[40]</sup> Freedom House. (2023). Nations in Transit: *West Africa Regional Overview*. <https://freedomhouse.org>



l'effondrement. Au Mali, au Niger et au Burkina Faso, les putschistes se sont présentés comme moralement supérieurs aux élites politiques corrompues, opposant souvent leur discipline et leur altruisme à la cupidité ou à l'incompétence des gouvernements civils déchus.<sup>41</sup> En présentant le régime autoritaire non pas comme une trahison de la démocratie mais comme sa préservation ou sa purification, ces régimes cultivent une légitimité ancrée dans le sacrifice et la rédemption nationale.

Cette normalisation de l'autoritarisme est renforcée par le contrôle stratégique des médias et des plateformes numériques. Les chaînes de télévision, les radios et les canaux en ligne alignés sur l'État promeuvent une rhétorique nationaliste et vilipendent les acteurs extérieurs, en particulier la France et la CEDEAO, qu'ils considèrent comme des forces néocoloniales cherchant à déstabiliser ou à recoloniser la région.<sup>42</sup> Au Burkina Faso et au Mali, l'imagerie pro-russe, telle que l'agitation publique de drapeaux russes et les chants "Vive Poutine", est devenue de plus en plus visible dans les manifestations et la communication officielle, souvent présentée comme un symbole de résistance à l'hypocrisie occidentale.<sup>43</sup> Les influenceurs des médias sociaux et les activistes en ligne favorables aux régimes militaires contribuent à amplifier ces récits, en diffusant des hashtags, des vidéos virales et des slogans patriotiques qui dépeignent les juntes comme des incarnations de la volonté populaire. Cet écosystème numérique crée une économie morale alternative où la démocratie est dévaluée et où la souveraineté est assimilée à un leadership militaire fort.

---

<sup>[41]</sup> Niang, A. (2023). "Militarized Nationalism and the Crisis of Democracy in the Sahel." *African Affairs*, 122(488), 25–47

<sup>[42]</sup> Thurston, A. (2022). "The Political Lives of Sahelian Coups." *Carnegie Endowment for International Peace*.  
<https://carnegieendowment.org/2022/09/01/political-lives-of-sahelian-coups-pub-87864>

<sup>[43]</sup> Bojang Jr, S. (2023). "Coups in Mali, Niger and Burkina Faso: Less Geopolitics, More Personal." *The Africa Report*.  
<https://www.theafricareport.com/352802>



La conséquence à long terme de ce changement de discours est l'érosion des normes et des attentes démocratiques. À mesure que la rhétorique autoritaire se normalise, les jeunes générations risquent de plus en plus de considérer les élections, le pluralisme civique et la responsabilité institutionnelle comme secondaires par rapport à l'idée de stabilité nationale sous la tutelle de l'armée.<sup>44</sup> En remodelant l'imagination du public en matière de gouvernance, ces régimes ne font pas que s'emparer du pouvoir, ils recadrent ce à quoi ressemble un pouvoir légitime. S'il n'est pas remis en question, cet enracinement idéologique risque de créer une forme durable d'autoritarisme post-démocratique en Afrique de l'Ouest, avec des implications qui vont bien au-delà des transitions actuelles.

La perturbation des transitions démocratiques, l'érosion systématique de l'espace civique et la normalisation des récits autoritaires forment un écosystème qui se renforce mutuellement et qui enracine le régime militaire en Afrique de l'Ouest francophone. Chaque élément affaiblit la résistance institutionnelle et sociétale à l'autoritarisme, rendant progressivement plus difficile le rétablissement des normes démocratiques ou l'organisation de transitions crédibles. En démantelant simultanément les garanties électorales, en réduisant la dissidence au silence et en remodelant la perception publique de la légitimité, les régimes militaires d'Afrique de l'Ouest francophone ne se contentent pas de régner par la force, ils remodelent le terrain politique pour maintenir leur domination. Dans un tel contexte, la voie du retour à la gouvernance démocratique devient de plus en plus étroite, incertaine et contestée.

---

<sup>[44]</sup> Freedom House. (2023). *Nations in Transit: West Africa Regional Overview*. <https://freedomhouse.org/report/nations-transit/2023/west-africa-overview>

## Conclusion

Ce document de référence soutient que le militarisme en Afrique de l'Ouest francophone est enraciné dans l'héritage colonial qui a intégré les valeurs militaires, la hiérarchie et la coercition dans la gouvernance, servant à la fois les objectifs impériaux et façonnant les premières élites postcoloniales. Après l'indépendance, la fragilité des institutions civiles et les tensions politiques non résolues ont permis aux militaires - perçus comme disciplinés et nationalistes - de justifier des coups d'État répétés en tant que gardiens de l'ordre et de la souveraineté. La résurgence actuelle du populisme militaire, dans lequel les juntes se présentent comme des sauveurs patriotiques luttant contre la corruption, l'insécurité et la domination néocoloniale, ressemble beaucoup à ce modèle historique. Ces régimes exploitent la désillusion générale face aux échecs de la démocratie libérale, en invoquant une rhétorique panafricaniste et anti-impérialiste pour légitimer leur pouvoir. Simultanément, ils érodent les structures démocratiques en retardant les élections, en réprimant la société civile et la presse, et en normalisant les récits autoritaires par le biais des médias d'État et de la propagande numérique. Cette souveraineté militarisée présente la gouvernance comme un devoir moral des forces armées, favorisant un ordre post-démocratique durable qui menace la consolidation démocratique à long terme dans la région.

Ce document lance un programme de recherche urgent et pertinent pour les politiques, mené par le CDD-Afrique de l'Ouest et ses partenaires, visant à éclairer le phénomène évolutif du populisme militaire en Afrique de l'Ouest. Alors que cette forme d'autoritarisme gagne du terrain dans la région - souvent dissimulée sous une rhétorique anti-établissement,



anticoloniale et de souveraineté et une propagande numérique - il y a un besoin pressant d'analyse basée sur des preuves pour informer les réponses nationales, régionales et internationales. Au cours des huit prochains mois, notre équipe entreprendra une série d'études qui exploreront le cadre idéologique, les stratégies de communication numérique et les tactiques de légitimation utilisées par les régimes dirigés par des militaires. Une attention particulière sera accordée à la convergence entre le populisme militaire et l'autoritarisme numérique, et à la manière dont les médias sociaux sont utilisés pour fabriquer le consentement, marginaliser les voix de l'opposition et remodeler les récits de légitimité.

Pour saisir la complexité et la portée transnationale du phénomène, la recherche utilisera une approche comparative transnationale combinant quatre méthodes : l'analyse du discours des contenus officiels et des médias sociaux ; la surveillance des médias numériques sur les plateformes de médias sociaux ; des entretiens avec des journalistes, des acteurs de la société civile et des experts régionaux ; et l'examen des archives sur les changements politiques et institutionnels qui ont suivi les récentes prises de pouvoir par les militaires. Cette approche garantira que nos conclusions sont empiriquement rigoureuses, ancrées dans la région et pertinentes d'un point de vue pratique. En documentant ces tendances, la recherche vise à contribuer à la littérature émergente sur la résilience autoritaire et la politique numérique en Afrique. Plus important encore, elle fournira des informations opportunes et des signaux d'alerte précoce aux décideurs politiques, à la société civile et aux partenaires de développement qui cherchent à s'engager de manière constructive dans le paysage politique changeant de la région et le recul de la démocratie.



## À propos du CDD–Afrique de l’Ouest

Le Centre for Democracy and Development (CDD–Afrique de l’Ouest) a été créé en 1997 en tant qu’organisation indépendante, non partisane et à but non lucratif, œuvrant pour la promotion de la gouvernance démocratique, de la sécurité humaine et du développement durable dans l’ensemble de la sous-région ouest-africaine.

Avec pour mandat principal de servir de catalyseur du changement, le CDD–Afrique de l’Ouest réunit des décideurs politiques, des acteurs de la société civile, des universitaires et des partenaires au développement afin de promouvoir des solutions fondées sur des données probantes aux défis les plus pressants de la région. Ses activités couvrent la recherche rigoureuse, l’analyse stratégique des politiques, le plaidoyer, le renforcement des capacités et la mobilisation citoyenne.

À travers ses programmes, le CDD–Afrique de l’Ouest a mené des initiatives pionnières dans les domaines de l’observation électorale, de la lutte contre la corruption, de la consolidation de la paix, de la lutte contre la désinformation et du renforcement des institutions démocratiques. Ses axes thématiques comprennent la gouvernance et la transparence, la paix et la sécurité, la démocratie numérique, l’inclusion politique et l’État de droit.

Basé à Abuja, au Nigéria, et fort d’un solide réseau régional, le CDD–Afrique de l’Ouest joue un rôle essentiel de plateforme de concertation pour façonner le discours et les politiques démocratiques en Afrique de l’Ouest. Le Centre demeure résolument engagé à amplifier la voix des citoyens, défendre l’espace civique et construire un avenir résilient, juste et démocratique pour la région.



## À propos d’OIDH

L’Observatoire Ivoirien des Droits de l’Homme (OIDH) est une organisation de la société civile basée en Côte d’Ivoire et dédiée à la promotion et à la protection des droits humains. Fondé sur les principes de justice, de redevabilité et de gouvernance inclusive, l’OIDH œuvre à faire progresser les valeurs démocratiques à travers la recherche, le plaidoyer et l’engagement communautaire.

Les principaux axes d’intervention de l’OIDH incluent la gouvernance, l’accès à la justice et la cohésion sociale. Grâce à ses activités de suivi, de documentation et de renforcement des capacités, l’organisation joue un rôle essentiel dans le renforcement de l’espace civique, la promotion de la transparence et l’accompagnement des processus de réconciliation nationale. L’OIDH collabore activement avec les institutions nationales, les acteurs de terrain et les partenaires internationaux afin de garantir que les droits humains demeurent au cœur du développement politique et social en Côte d’Ivoire et dans l’ensemble de la région ouest-africaine.



© 2025 Centre for Democracy and Development (CDD–Afrique de l’Ouest).  
Tous droits réservés.

Image de couverture générée par intelligence artificielle avec DALL·E d’OpenAI.

Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit sans l’autorisation écrite préalable du Centre for Democracy and Development.

Veillez adresser vos demandes à :  
Centre for Democracy and Development (CDD–Afrique de l’Ouest)  
Département de Recherche  
16-20, A7 Street Mount Pleasant Estate (CITEC)  
Federal Capital Territory (F.C.T) Abuja  
research@cddwestafrica.org  
cddabv@cddwestafrica.org  
@CDDwestafrica.org

Cette publication peut être demandée ou téléchargée gratuitement sur  
[www.cddwestafrica.org](http://www.cddwestafrica.org)